

SUITE AUX ATTAQUES MAROCAINES CONTRE L'ALGÉRIE

L'OPTION DE LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENVISAGÉE

Page 3

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**1.287 NOUVEAUX
CAS ET 21 DÉCÈS
EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4306 | Lundi 26 juillet 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CONFINEMENT

**RÉAMÉNAGEMENT
DES HORAIRES
DE 20H À 6H**

Page 5

SITUATION CATASTROPHIQUE

APPEL À LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

Pages 4 et 5



ISRAËL, MEMBRE OBSERVATEUR DE L'UA

L'ALGÉRIE RÉAGIT

Page 2



TIZI-OUZOU

18 INCENDIES EN UNE JOURNÉE

Page 16

SUITE AUX ATTAQUES MAROCAINES CONTRE L'ALGÉRIE

L'option de la rupture des relations diplomatiques envisagée

Les attaques marocaines contre l'Algérie, qui sont allées crescendo, risquent fort de pousser Alger à une réaction extrême.

PAR KAMEL HAMED

Pour l'heure la riposte d'Alger à ces attaques semble s'inscrire dans une stratégie qui ira en se durcissant et tendant notamment à prouver à la communauté internationale que le voisin de l'Ouest a effectivement dépassé toutes les lignes rouges.

Selon de nombreux observateurs l'Algérie est en train de se préparer à la rupture totale de ses relations diplomatiques avec le Maroc. Une option loin d'être une simple vue de l'esprit tant de nombreux signes laissent clairement envisager cette perspective. D'ailleurs dans le communiqué rendu public jeudi par le ministère des Affaires étrangères cette option semble bel et bien figurer en filigrane.

"Cette pratique illégale, malvenue et dangereuse, met en péril le climat de confiance qui doit présider aux échanges et interactions entre les responsables et représentants des États" note en effet le communiqué en réaction à l'utilisation par le Maroc du logiciel d'espionnage "Pegasus" contre des responsables et citoyens algériens.

"étant directement concernée par ces attaques, l'Algérie se réserve le droit de mettre en œuvre sa stratégie de riposte et se tient prête à participer à tout effort international destiné à établir collectivement les faits et à faire la lumière sur la matérialité et l'ampleur de ces crimes qui menacent la paix et la sécurité internationales, ainsi que la sécurité humaine", souligne encore le communiqué.

"L'Algérie se réserve le droit de mettre en œuvre sa stratégie de riposte" est effectivement une phrase qui a retenu l'attention de tous les observateurs.

L'option de la rupture des relations diplomatiques avec cet encombrant pays voisin est donc plus que jamais d'actualité. L'opinion publique nationale soutiendra cette décision si elle venait à être prise par les autorités algériennes.

En attestent les débats enflammés sur les réseaux sociaux ainsi que les réactions d'une partie de la classe politique et des analystes. "Nous ne gagnons rien du tout



avec ce pays" s'exclame avec véhémence un enseignant universitaire qui est favorable à une décision extrême.

"Ce pays ne cesse de nuire à l'Algérie" a réagi à son

NORMALISATION AVEC ISRAËL, SOUTIEN AU MAK, AFFAIRE PEGASUS...

La descente aux enfers du Makhzen

PAR LAKHDARI BRAHIM

En quête d'un soutien international pour sa souveraineté sur le Sahara occidental et après avoir pactisé avec le diable en normalisant ses relations avec Israël, le Maroc récidive et persiste dans sa trahison au Grand Maghreb.

Notamment après la récente bétise de l'ambassadeur onusien du Maroc, qui a exprimé franchement son soutien à des actions visant à diviser l'Algérie, lesquelles sont considérées par l'État algérien comme terroristes.

Une manœuvre sournoise du Mahzen, qui ne s'explique que par la volonté de ce dernier à chercher des arguments pour rompre défensivement les relations entre les deux pays. Il est clair que fort de ses nouveaux soutiens, il devient le serviteur dévoué de l'État sioniste, et il œuvrera à lui baliser le terrain, et orchestrer son implantation au Maghreb.

Il s'agit d'une suite logique du comportement hostile du Makhzen, qui depuis des lustres s'attaque à l'unité du pays, et tente de créer la discorde au sein de la société, à travers une guerre médiatique implacable. Il n'y a pas lieu de s'étonner outre mesure

de voir le Makhzen franchir le pas de l'inconscience diplomatique et oser s'immiscer dans les affaires internes de l'Algérie. D'autant plus que les réactions, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ont été unanimes ; l'Algérie est indivisible, et ne cédera pas un iota de ses positions dans les grands dossiers, tel que l'autodétermination du Sahara occidental, et la Palestine. Une position qui attise tous les feux de la haine, et qui met l'Algérie comme obstacle majeur pour les desseins machiavéliques du lobby sioniste, et de son serviteur le Makhzen.

Alors que l'affaire était au rappel de l'ambassadeur algérien à Rabat, pour consultation, comme première action visant à exiger des explication sur un tel comportement, le Makhzen sombre dans une nouvelle affaire scabreuse, et défraye la chronique, après la parution, dimanche passé, par un ensemble de médias mondialement connus, de révélation sur son implication dans une opération d'espionnage de grande envergure, révélant l'utilisation d'un logiciel de fabrication israélienne, l'affaire Pegasus.

Il s'agit de plus de 6.000 numéros de téléphone, de hauts responsables et de

citoyens algériens et étrangers ciblés par ce logiciel, pour une mise sur écoute. Il va sans dire, que la gravité des ses actes est hautement établie, et devant l'enquête diligente, le Maroc aura à s'expliquer de ce comportement passible de rupture définitive des relations diplomatiques. Cela étant, le Makhezn qui refuse d'assumer ses responsabilités, a tenté dans une action désespérée de tirer l'Algérie dans sa descente aux enfers, en référant à ses relais français. Ainsi, RSF (Reporters sans frontières), publie, le 19 juillet 2021 sur son site web, des informations annonçant l'utilisation de l'Algérie du même logiciel d'espionnage, et se rétracte, juste après la plainte déposée par l'ambassadeur algérien à Paris.

K. H.

Devenu le larbin des grandes puissances économiques depuis son indépendance, le Maroc n'a réussi, à travers ses affaires, qu'à satisfaire les volontés de ses maîtres, et perdre toute crédibilité sur la scène diplomatique internationale. Et ce en plus d'une rupture grandissante avec son peuple, à l'image de la politique de répression qu'il mène à l'encontre de tous les opposants qui se dressent contre sa politique.

L. B.

HASSAN KACIMI :

"Le Maroc s'est engagé, au nom de l'entité sioniste, dans une aventure d'espionnage mondial"

PAR RACIM NIDAL

"Les lobbys sionistes feront tout pour bloquer tout processus de condamnation du Maroc et de son allié stratégique Israël", suite à l'affaire d'espionnage à l'aide du logiciel Pegasus, indique Hassan Kacimi, expert des questions géopolitiques, qui était hier matin l'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

Le Maroc s'est engagé, au nom de l'entité sioniste, dans une aventure d'espionnage, affirme celui-ci, qui précise que "la

monarchie n'espionne pas uniquement l'Algérie. C'est un processus d'espionnage mondial qui est en train de se mettre en place".

Hassan Kacimi rappelle que ce "processus de normalisation entre l'entité sioniste et le Maroc est un processus secret, développé dans la clandestinité, qui a évolué dans le temps depuis presque une soixantaine d'années". Pour lui, ce deal de la honte s'est étendu vers des activités qui sont subversives et hostiles sur le plan régional, au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et vers l'Europe. Les

Français sont espionnés de manière massive, plus de 1.000 téléphones, dont 600 journalistes et des parties politiques, qui ont été affecté par ce logiciel malveillant. "Plus grave encore", ajoute-il, "même les réunions du gouvernement français étaient sous-écoute."

Pour préserver les intérêts d'Israël et sauvegarder ses intérêts coloniaux, le Maroc continuera d'entraver les efforts de règlement pacifique en cours des crises dans la région, à l'instar du Mali et de la Libye. L'expert des questions géopolitiques estime que le roi du Maroc, est totalement

absent puisqu'il a délégué ses pouvoirs à un tortionnaire, à savoir El Hammouchi, imposé par des Lobbys franco-sionistes. "On se demande qui commande au Maroc", s'interroge-t-il.

L'invité explique que c'est ces lobbys qui organisent, exploitent commercialisent la drogue marocaine qui rapporte l'équivalent de 23 milliard de dollars. "Cet argent est recyclé dans des banques marocaines dans le Sahel et en Europe, et ce, au vu et au su de toutes les autorités politiques qui sont complices", conclut-il

R. N.

CRISE AU FLN

Baadji sur la sellette



La crise interne qui secoue le FLN a pris une nouvelle tournure ces derniers temps. Plus que jamais contesté le secrétaire général du parti, Abou El Fadl Baadji, fait en effet face une nouvelle offensive de ses détracteurs, dont l'objectif n'est autre que de l'évincer de la tête du parti.

PAR KAMEL HAMED

Autant dire qu'il est dans l'œil du cyclone. Des membres du comité central (CC) du FLN, la plus haute instance entre deux congrès, veulent la tête de Baadji et cette fois-ci, contrairement aux fois précédentes, les opposants semblent mieux armés pour arriver à leurs fins.

Les partisans de la destitution de Baadji, qui sont de plus en plus nombreux au CC, ne cessent d'appeler son départ. Les pétitions se multiplient à cette fin. Ces opposants ambitionnent de réunir

le CC en session extraordinaire pour évincer Baadji. Aux dernières nouvelles, il semblerait qu'ils soient très proches du but. Selon certaines informations un peu plus de 300 membres du comité central ont signé une motion adressée au ministre de l'Intérieur. Ils visent à pouvoir obtenir l'autorisation pour convoquer une session du CC en estimant avoir respecté les statuts et le règlement intérieur du parti. Selon les statuts du parti il faut l'adhésion de 2/3 des membres du CC pour convoquer une session du CC.

Les détracteurs de Baadji ont multiplié les actions de protestations ces dernières semaines. C'est ainsi que des opposants ont tenu récemment un sit-in devant le siège national du parti. Cette opposition est allée s'amplifiant depuis la tenue des élections législatives anticipées du 12 juin dernier.

Le parti a, pour rappel, obtenu 98 sièges au sein de la nouvelle APN. Et même s'il est arrivé en tête du scrutin, suivi des indépendants, la crise interne n'a pas pour autant cessé, loin s'en faut. Ce score est considéré comme un échec

pour les opposants de Baadji. Ce dernier est ainsi accusé d'avoir mené le parti la déconfiture électorale. Il lui est notamment reproché d'avoir fait le mauvais choix s'agissant des candidats qui devaient défendre les couleurs du FLN.

Il lui est reproché aussi de s'être porté candidat avant que cette candidature ne soit rejeté par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) du fait que Baadji n'a pas accompli le service national. Baadji a été élu comme secrétaire général du parti au mois de mai de l'année dernière. Le FLN traversait à l'époque une de ses plus graves crises. En effet, suite au hirak, le secrétaire général, Djamal Ould Abbès, avait été emprisonné. Il a été accusé et condamné, depuis, dans de nombreuses affaires liées à la corruption. C'est dans ce contexte de crise que Baadji a été installé à la tête du FLN. Il est même accusé d'avoir été imposé par l'ancien chef de la sécurité intérieure, le général Wassini Bouazza, qui purge actuellement une peine de prison pour avoir trempé dans des affaires de corruption.

K. H.

ISRAËL MEMBRE OBSERVATEUR DE L'UA L'Algérie réagit

L'Algérie s'est exprimée hier dimanche par la voix de son ministère des Affaires étrangères sur la récente décision du président de la Commission de l'Union africaine (UA) d'accueillir Israël comme membre observateur au sein de l'organisation panafricaine.

"Prise sans le bénéfice de larges consultations préalables avec tous les États membres, cette décision n'a ni la vocation ni la capacité de légitimer des pratiques et comportements dudit nouvel observateur qui sont totalement incompatibles avec les valeurs, principes et objectifs consacrés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine", a indiqué le département de Ramtane Lamamra dans un communiqué publié via l'agence officielle.

"La récente décision du président de la Commission de l'Union africaine (UA), d'accueillir un nouvel observateur qui relève de ses prérogatives administratives n'est pas de nature à altérer le soutien constant et actif de l'organisation continentale à la juste cause palestinienne et son engagement envers la réalisation des droits nationaux indéniables du peuple palestinien, y compris son droit à l'établissement de son État indépendant avec Al-Qods pour capitale", déplore le ministère.

Le communiqué souligne que "les modes de fonctionnement de l'Union africaine (UA) ne permettent aucune possibilité pour les 87 États observateurs extra-africains d'influencer les positions de l'Organisation continentale, dont la détermination est la compétence exclusive de ses États membres".

En conséquence, poursuit le texte, "l'agitation médiatique, autour de ce qui relève davantage du - non-événement - que d'une percée à potentiel stratégique, ne saurait porter préjudice aux exigences fondamentales d'une paix juste et durable au Moyen-Orient telles que consacrées par l'Afrique et toute la communauté internationale et telles que formulées dans l'Initiative Arabe de Paix adoptée par le Sommet arabe tenu en 2002 à Beyrouth et à laquelle l'Union africaine a apporté son plein soutien".

L'Algérie "qui a initié et promu le processus de développement et d'élargissement du partenariat stratégique entre l'Afrique et le monde arabe continuera d'œuvrer en faveur du renforcement continu de la solidarité entre les deux ensembles au bénéfice de tous leurs peuples", conclut le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

R. N.

DIPLOMATIE

Ramtane Lamamra entame sa première tournée africaine

PAR RANIA NAILI

Ramtane Lamamra met le cap sur l'Afrique. Après avoir débusqué le Maroc qui a montré qu'il était prêt à tout dans sa guerre contre l'Algérie et reçu le chef de la diplomatie chinoise à Alger, il s'apprête à s'envoler pour une tournée régionale en Afrique. Entre-temps, il a eu de nombreux entretiens téléphoniques avec plusieurs de ses homologues étrangers.

C'est la première sortie à l'étranger du ministre des Affaires étrangères et de la Diaspora algérienne, bête noire du Maroc en Afrique.

Selon le site d'information TSA, Ramtane Lamamra va visiter quatre pays à partir de

mardi. D'abord, la Tunisie, puis successivement l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte.

Barrage de la renaissance : l'Algérie s'implique

Ramtane Lamamra a eu un entretien téléphonique avec son homologue tunisien Othman Jerandi samedi 24 juillet. "J'ai discuté aujourd'hui avec mon frère Othman Jerandi, ministre tunisien des Affaires étrangères et nous avons examiné l'évolution de la situation épidémiologique et les efforts de la contenir dans les deux pays."

Nous nous sommes également consultés sur les sujets d'actualité au niveau de l'Union Africaine", a déclaré Lamamra.

Le choix de Tunis comme première escale du chef de la diplomatie algérienne n'est pas fortuit. Les deux pays entretiennent de bonnes relations, et l'Algérie a marqué à maintes reprises ces dernières années, sa solidarité avec son voisin de l'Est, en proie à une grave crise économique et sanitaire à cause de la pandémie de Covid-19. Ramtane Lamamra va se rendre respectivement au Soudan, en Éthiopie et en Égypte, où une grave crise couve à cause du barrage de la Renaissance qu'Addis-Abeba a décidé d'ériger sur le Nil.

"Pour le reste du périple, et fidèle à sa doctrine et relatives au règlement pacifique des différends et sa culture historique en matière de médiation, l'Algérie appuie la

recherche d'une solution équitable et équilibrée à la question problématique de l'exploitation du barrage de la renaissance", explique une source proche du dossier à TSA.

C'est la première fois que l'Algérie va tenter d'intervenir directement dans ce dossier qui alimente de fortes tensions entre l'Égypte et le Soudan d'un côté et l'Éthiopie de l'autre. Apprécié par les Africains, le ministre Lamamra va arriver dans cette région alors que les négociations autour du barrage de la renaissance sont bloquées, et que l'Éthiopie a annoncé le 20 juillet un deuxième remplissage du barrage controversé.

R. N.

3^e VAGUE DU CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Faut-il reconfiner avant le pic ?

La troisième vague relative à la pandémie de la covid-19 continue de susciter des inquiétudes. À cet effet, certains spécialistes évoquent la possibilité d'un retour au confinement total, ceci au moment où des présidents de certaines APC ont déjà choisi d'appliquer un confinement au niveau de leurs communes.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

En effet, ces inquiétudes de plus en plus grandissantes sont justifiées par les bilans quotidiens qui dépassent les 1.300 cas par jour. Chose qui a poussé des spécialistes du secteur sanitaire à revendiquer le retour au confinement total



avant d'atteindre le redoutable pic de l'épidémie. D'ailleurs, certains responsables locaux l'ont déjà appliqué au niveau de quelques communes à travers le pays. En outre, les membres du Comité scientifique, à l'instar du docteur Ilyes Akhamouk, ont affirmé que l'Algérie n'a pas encore atteint le pic. Sachant que ce dernier va survenir dans les prochains jours. Reste la question du retour ou pas vers un confinement total que se posent maintenant la plupart des citoyens et que les autorités algériennes n'ont pas encore

tranché. À rappeler que certains présidents d'APC ont agi pour contenir les effets de la crise sanitaire en optant pour un confinement de leurs communes. Il s'agit en fait de la wilaya de Tizi-Ouzou qui a vu le confinement de quatre de ses communes notamment Boghni et Assi-Youcef.

Pour ou contre le confinement ?

Contrairement à l'avis de certains spécialistes qui ont appelé à l'application d'un

reconfinement total, le ministre de la Santé, de la Population, Abderrahmane Benbouzid, insiste beaucoup plus sur la vaccination comme seul moyen de lutte contre la pandémie.

Le premier responsable du secteur de la santé évoque dans toutes ses déclarations médiatiques l'importance de multiplier les campagnes vaccinales anti-Covid-19. D'autres experts scientifiques rejoignent totalement le ministre sur ce point en affirmant que l'instauration d'un confinement total ne serait bénéfique pour le pays qu'en cas de l'application stricte des gestes barrières.

Dr Lyès Merabet ne fait pas partie de ces experts, lui soutient l'idée selon laquelle le confinement total ou partiel constitue une solution idéale à cette crise. Alors, entre opposants ou partisans du confinement, quelle serait la décision du gouvernement ? Pour rappel, le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, présidera demain dimanche 25 juillet, une réunion du gouvernement dans laquelle la question épidémiologique sera abordée. Outre plusieurs autres dossiers, dont l'installation officielle du gouvernement, la réunion abordera également l'aménagement des mesures sanitaires relatives au système de prévention contre la propagation du Covid-19, selon le communiqué de la présidence.

R. R.

VACCINATION ANTI-COVID Grande affluence à la maison de la presse Tahar-Djaout

La maison de la presse Tahar-Djaout a enregistré, hier, une grande affluence des journalistes et professionnels du secteur des médias, publics et privés, pour l'opération de vaccination anti-Covid organisée dans le cadre des strictes dispositions sanitaires et préventives. Pour le bon déroulement de cette campagne, lancée vendredi dernier au niveau de la maison de la presse Tahar-Djaout, tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, a-t-on appris auprès des encadreurs de cette opération, qui précise que plus de 130 personnes ont été vaccinées jusqu'à 11h.

A ce propos, le chef du service des moyens généraux, Taleb Abdelaziz, a affirmé que la campagne de vaccination, qui se poursuit pour le 3^e jour consécutif, a connu "une grande affluence" des journalistes et fonctionnaires du secteur des médias, soulignant que "plus de 600 personnes ont été vaccinées durant les deux derniers jours".

Cette campagne de vaccination anti-Covid est organisée avec la participation de la direction de la Santé de la wilaya d'Alger, de la Protection civile et de la Sécurité nationale, outre la clinique Bouchenafa qui a mis en place tous les moyens logistiques et humains pour garantir son succès.

Initiée par la Maison de la presse, cette opération vise essentiellement à "sensibiliser les journalistes, les fonctionnaires du secteur des médias et les citoyens quant à l'impératif de se faire vacciner" car c'est "le moyen idéal, en plus du protocole sanitaire, pour la prévention contre ce virus", a fait savoir M. Taleb.

Par ailleurs, plusieurs journalistes vaccinés ont souligné l'importance de la vaccination pour protéger la santé publique et éviter la contamination, d'autant que le journaliste est exposé, de par la nature de son travail sur le terrain, au risque de contamination.

Ils ont tenus, par là même, à saluer la bonne organisation et les conditions dans lesquelles se déroule la campagne de vaccination.

R. C.

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE SANITAIRE

Les 4 propositions du parti de Makri

PAR ROSA CHAOUÏ

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a appelé le gouvernement et l'ensemble des autorités à assumer leurs responsabilités afin de maîtriser la situation épidémiologique après la hausse des contaminations. Dans un communiqué rendu public, le parti de Abderrazak Makri a d'emblée indiqué que "la situation épidémiologique en Algérie se complique de jour en jour ; les chiffres des contaminations et des décès augmentent, les quantités d'oxygènes s'épuisent et les capacités des hôpitaux diminuent". Face à cette situation, le MSP a formulé une proposition énumérée en quatre principaux points dans lesquels il a lancé un appel au gouvernement, aux citoyens, aux organisations de la société civile ainsi qu'aux médias. "Nous appelons le gouvernement et les autorités officielles à assumer leur

responsabilité pour faire face à la situation et apporter les solutions nécessaires pour sauver des vies, soigner les cas et réduire les contaminations", note le parti comme première proposition. Cela devra intervenir, selon la même source "à travers la logistique, l'organisation, les soins, la généralisation de la vaccination, les mesures préventives, sociales et économiques, ainsi que la facilitation des démarches au profit des associations et des particuliers qui souhaitent apporter leur aide".

"Prendre au sérieux l'épidémie et les mesures de prévention"

Comme seconde proposition, le MSP lance un appel aux citoyens "de prendre au sérieux les mesures préventives, car elles sont l'unique moyen de préserver les vies

ainsi qu'à se faire vacciner sans hésitation et à la solidarité familiale et sociale face à l'épidémie et ses effets socio-économiques". Dans son appel, le parti de Makri exhorte les "organisations de la société civile, les commerçants et les bienfaiteurs à travers le pays, notamment dans les wilayas touchées, ainsi que les Algériens de la diaspora, à se mobiliser énergiquement pour contribuer à assurer les besoins en oxygène, en divers moyens de dépistage et en traitement gratuit dans la mesure du possible". Concernant son quatrième point, le MSP estime que "les médias, le secteur éducatif et les mosquées doivent sensibiliser quant aux dangers de l'épidémie et aux conséquences de la prendre à la légère, tout en exhortant les citoyens à respecter les mesures de prévention et sensibiliser sur l'importance de la vaccination".

R. C.

TEST ANTIGÉNIQUE EN OFFICINE

Le Snapo lance un nouvel appel aux autorités

PAR RIAD EL HADI

Le Syndicat national des pharmaciens d'officine, (Snapo), lance une nouvelle fois un appel aux autorités, afin de permettre aux citoyens de se faire tester au niveau des officines concernant les atteintes par la Covid-19.

"Ces tests rapides antigéniques sont disponibles et faciles à réaliser, et permettront à nos concitoyens de se faire tester au niveau des officines qui sont convenablement et largement réparties à travers le territoire national. Ceci permettra également de faire le tri entre les vrais nouveaux cas Covid et les faux cas qui pourraient engendrer des

situations de panique inutiles, et des encombrements et saturations au niveau des hôpitaux et services d'urgence", indique le Snapo dans un communiqué rendu public aujourd'hui.

Partout dans le monde ces tests sont réalisés en officine, et permettent aux services de santé spécialisés de se consacrer pleinement et efficacement aux vrais cas Covid. "Nous ne cessons de rappeler le rôle important que peut jouer l'officine pharmaceutique dans la lutte et la prévention contre la propagation de cette terrible pandémie, qui n'arrête pas de faire des ravages chaque jour parmi nos concitoyens", ajoute le Snapo. Le recours à la réalisation

des tests antigéniques en officine aura inévitablement, selon le syndicat, des conséquences très positives sur le contrôle et la gestion des nouveaux cas Covid et la propagation du virus.

"Nous nous posons d'ailleurs des questions sur la marginalisation des officines par rapport à la réalisation de ces tests, d'autant que les plus hautes autorités du pays se seraient montrées très favorables pour cette opération, et auraient même demandé explicitement aux responsables concernés du secteur de la santé de permettre et d'encourager la réalisation de ces tests en officine", conclut le Snapo.

R. E.

SITUATION SANITAIRE CATASTROPHIQUE :

Appel à la proclamation de l'état d'urgence sanitaire



Pour faire face à une situation épidémiologique de plus en plus préoccupante, les appels à la vigilance se multiplient. Dans la foulée, les appels à l'annonce de l'état d'urgence sanitaire ont été également lancés par les spécialistes.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le professeur Rachid Belhadj, directeur des activités médicales au CHU Mustapha-Pacha a appelé à "la nécessité d'annoncer l'état d'urgence sanitaire, et ce, à cause de la situation épidémiologique catastrophique".

L'intervenant a également mis en garde contre la hausse des contaminations auprès des personnels soignants et l'incapacité des structures sanitaires à accueillir tous les cas de contamination au variant muté du coronavirus. Cela intervient, selon lui, "parallèlement avec la forte hausse de la demande sur l'oxygène et les complications des cas, notamment chez la catégorie des plus jeunes et même des nourrissons,

qui sont désormais ciblés par la souche mutante".

"Les contaminations dépassent largement le nombre annoncé"

Le président du Syndicat des professeurs et chercheurs universitaires a également souligné la nécessité de "la rigueur dans l'application du protocole sanitaire, compte tenu de la saturation que connaissent les hôpitaux du fait de l'aggravation de la situation épidémiologique".

Une situation engendrée, selon le même responsable, par "la négligence et la réticence à la vaccination lors de la période précédente". À ce propos, il affirme que "le nombre des cas de contamination dépasse largement ce qui est annoncé quotidiennement". Dans ce sens, il précise que durant la soirée de samedi, "18 décès ont été enregistrés au CHU Mustapha-Pacha à côté de pas moins de 15 contaminations au virus parmi les personnels soignants, ce qui empire la crise du personnel médical et paramédical".

Adopter la stratégie de la "médecine d'urgence"

Dans ce sillage, l'invité de la Radio n'a pas écarté "le recours aux étudiants et aux

retraités pour se porter volontaires pour gérer cette situation difficile provoquée par l'épidémie", qualifiée de "médecine de catastrophe".

Il a également, toujours dans le même sens, appelé "à l'adoption d'une stratégie de médecine d'urgence à travers l'annonce de l'état d'urgence sanitaire afin d'éviter les conséquences désastreuses et de permettre une bonne gestion de la situation épidémiologique". Par ailleurs, le professeur Blehadj indique que "la première vague de l'épidémie visait uniquement les malades et les personnes âgées, tandis que la troisième vague s'est développée pour infecter toutes les catégories d'âge, y compris les nourrissons, les adolescents et les jeunes".

Réaménagement des horaires des wilayas les plus touchées

Face à la situation épidémiologique actuelle, le gouvernement a pris, dimanche 25 juillet 2021, plusieurs décisions, notamment le retour au confinement sanitaire à domicile à partir de 20h dans les wilayas les plus touchées.

Cette mesure entre en vigueur à partir du lundi 26 juillet 2021, et ce de 20h à 6h le lendemain.

C. A.

Vers une fermeture des frontières ?

PAR RACIM NIDAL

Ces derniers jours, l'Algérie connaît une troisième vague, particulièrement meurtrière, de la pandémie du Covid-19. Le ministère de la Santé indique que la barre des 1.300 cas de contaminations quotidiennes est dépassée. Mais sur le terrain, les hôpitaux sont saturés, dans chaque wilaya on compte désormais des dizaines d'hospitalisations. Face à cette situation, la question de la fermeture des frontières refait surface, d'autant plus que le Président Tebboune a déjà déclaré qu'elles pouvaient être refermées "en cas de nécessité".

Il s'agit d'une véritable catastrophe sanitaire. Le professeur Belhadj, directeur des activités médicales et paramédicales à l'hôpital Mustapha Bacha a appelé aujourd'hui à décréter l'état d'urgence sanitaire. Mais il n'est pas le seul. Des citoyens appellent le gouvernement à réagir.

Pourquoi les frontières risquent-elles d'être refermées ?

Selon le docteur Akhamouk, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, parmi les 15.500 voyageurs qui sont rentrés en Algérie, seul 7 cas positifs au Covid-19 ont été détectés, il a donc affirmé avant-hier, à Radio Sétif, qu'"il n'y a aucune relation entre la flambée des contaminations et l'ouverture de l'espace aérien". Toutefois, il y en a ceux qui ne sont pas de cet avis. Si le variant Delta fait déjà des ravages, le professeur Mohamed Belhocine pense quant à lui au risque des variants plus dangereux. "On ne sait pas pour l'instant si dans les semaines à venir, il n'y aura pas un nouveau variant qui échapperait éventuellement à la vaccination. Ce qui serait un scénario catastrophe total", a-t-il déclaré, hier samedi. Cette peur n'est

toutefois pas la seule raison qui peut pousser le gouvernement à refermer le ciel. En effet, outre le risque de l'importation de nouveaux variants, il se trouve que les hôtels risquent d'être mobilisés pour accueillir les malades. Les voyageurs vont donc être confrontés à un manque de chambres pour y être confinés. Hier, il a été annoncé que l'hôtel Mazafran, censé être l'un des hôtels dédiés à l'accueil des voyageurs, a été mobilisé pour accueillir des malades du Covid-19, et ce, à partir de mardi prochain. D'autres hôtels seront mobilisés pour faire face à cette flambée, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué adressé aux walis. Quoi qu'il en soit, la situation sanitaire que traverse le pays actuellement, risque d'avoir un impact sur les dessertes qu'effectue actuellement la compagnie nationale Air Algérie ainsi que d'autres compagnies étrangères depuis le 1^{er} juin dernier.

R. N.

VICTIME DU COVID

Décès du journaliste Karim Boussalem

Journaliste à l'ENTV, Karim Boussalem est décédé au CHU Nédir-Mohamed de Tizi-Ouzou, à l'âge de 49 ans, a-t-on appris de la direction générale de cet établissement hospitalier.

Le défunt, originaire de la commune de Draâ-Ben-Khedda à 10 kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou, était atteint de Covid-19 et a été admis au service de réanimation.

Il a rendu l'âme, vers 4h du matin, a-t-on appris de même source.

Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a présenté ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion et de sympathies à la famille du défunt.

"C'est avec une profonde affliction" que le ministre de la Communication le professeur Amar Belhimer a appris le décès du journaliste Karim Boussalem, assistant du directeur général de l'ENTV, des suites du Covid-19", lit-on dans le message de condoléances.

"En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication présente ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion à la famille du défunt priant Dieu Tout Puissant de l'accueillir en Son vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons".

Le défunt journaliste a laissé une empreinte particulière dans le champ médiatique national, notamment à la Radio nationale et à la Télévision algérienne à travers la présentation du journal télévisé et l'animation de nombreuses émissions traitant des questions nationales et internationales dont *Fi daïrate edhaou'e* et *El Yaoum Ethamine*, a témoigné le ministre de la Communication.

Avec "son décès l'Algérie a perdu un de ses jeunes enfants compétents et ambitieux en tout ce qui œuvre pour l'intérêt du pays et à faire avancer la profession du journalisme", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le directeur général de l'agence Algérie Presse Services (APS) Fakhreddine Beldi a présenté ses "sincères condoléances" et exprimé sa "profonde compassion à la famille du défunt, priant Dieu Tout Puissant de l'accueillir en Son vaste Paradis".

BILAN CORONA EN ALGÉRIE

1.287 nouveaux cas et 21 décès en 24 heures

L'Algérie a enregistré, dimanche 25 juillet 2021, une nouvelle baisse dans le nombre de contaminations au coronavirus, selon le dernier bilan rendu public en fin de journée par le ministère de la Santé.

Durant les dernières 24 heures, le nouveau bilan établi par le Comité scientifique de suivi de l'épidémie du coronavirus a fait état de 1.287 nouveaux cas de contaminations, contre 1.305 cas la veille.

Concernant les guérisons, le bilan a annoncé 626 nouveaux cas. Concernant les décès, les nouveaux chiffres communiqués font malheureusement état de 21 nouveaux cas contre 16 la veille. Par ailleurs, 45 patients sont actuellement en soins intensifs.



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMSILT
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
NATIONAL OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALE N° 03 / 2021**

La Direction de l'administration locale de la wilaya de Tissemsilt lance pour la 2^{ème} fois un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales portant : **Acquisition des logiciels et des programmes d'informatique pour modernisation et gestion des services communaux.**

Cet appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, adresse à tous les soumissionnaires qualifiés et qui ont un registre commerce électronique portant le code d'activité correspondant à l'objet d'appel d'offres national ouvert et qui disposent des moyens et capacités d'approvisionnement leur permettant de remplir les obligations énumérées dans le cahier des charges.

Les Soumissionnaires intéressés et qualifiés dans le domaine peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Administration Locale, sise au siège de la Wilaya, rue des frères Hamdi Tissemsilt.

Les soumissionnaires doivent accompagner leurs offres par des pièces et documents ci-après :

A- Le dossier de candidature contient :

- 1) une déclaration de candidature datée et visée.
 - 2) une déclaration de probité datée et visée.
 - 3) les statuts pour les sociétés.
 - 4) les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise
 - 5) tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants
 - 6) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- a/Capacités professionnelles : tous les industriels et les importateurs et revendeurs autorisés à vendre de tels outils et qui justifient des qualifications techniques et juridique .
- b/Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années (2017-2018- 2019) et les références bancaires.
- c/Capacités techniques : références professionnelles(attestations de BE indiquant le montant et la durée de livraison) livrées par le maître de l'ouvrage.

B- L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire ;
 - tout document permettant d'évaluer l'offre technique : une mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
 - spécifications techniques sur un support électronique comprenant tous les programmes proposés et leur méthode de travail, ainsi que l'affichage des programmes et dont l'identité est anonyme. Ce support est placé dans une enveloppe opaque et scellée et est codé par la commission d'ouverture et de jugement des plis.
 - Un engagement qui précise le délai de livraison signé et paraphé.
- la copie de l'extrait du registre de commerce électronique en cours de validité ;
 - la copie de la carte d'identification fiscale (y compris le soumissionnaire étranger ayant exercé en Algérie),
 - la copie de l'attestation de mise à jour de paiement des cotisations C.A.S.N.O.S et C.N.A.S en cours de validité,
 - la copie de l'extrait de rôle apuré, échéancier ou sursis de paiement en cours de validité,
 - l'extrait du casier judiciaire n°3, en cours de validité (celui du soumissionnaire si personne physique, celui du gérant ou du directeur général si société),
 - le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
 - Planning de livraison.

1. L'offre financière contient:

- 1- la lettre de soumission ;
- 2- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 3- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

Ces trois enveloppes (Offre de candidature, Offre technique et offre financière) doivent porter le Nom et L'adresse du soumissionnaire.

Les offres doivent être déposées à la DAL Service des moyens sis au Siège de la Wilaya, rue des frères Hamdi et présentées dans des plis séparés portant les mentions : 1/ Offre de candidature 2/ Offre Technique, 3/ Offre Financière, Les plis seront déposés dans une 4^{ème} enveloppe anonyme portant la mention suivante :

**Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales
N° 03 /2021**

**Acquisition des logiciels et des programmes d'informatique pour modernisation
et gestion des services communaux.**

«Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres».

La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours** à partir de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans deux quotidiens nationaux et le BOMOP. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à compter de la première publication avant 12 heures.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant toute la durée de validité.

- Les Soumissionnaires peuvent assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour ouvrable correspondant à la date de dépôt des offres à 14h à la Direction de l'Administration Locale sise à l'adresse indiqué ci-dessus.

Décision de l'Opep+ le 18 juillet 2021 : Face aux turbulences de l'économie mondiale

Lors de ses précédentes réunions, l'Opep+, après avoir décidé de retirer 9,7 millions de bpj du marché et après d'intenses négociations suite au blocage des Emiraties, lors de la 181^e conférence ministérielle de l'Opep et la 18^e réunion ministérielle Opep+, se sont accordés le 18 juillet 2021 à augmenter leur production de 400.000 barils par jour (bpj) à partir du mois d'août 2021.



ECONOMIE

Décision de l'Opep+ le 18 juillet 2021

Face aux turbulences de l'économie mondiale

Lors de ses précédentes réunions, l'Opep+, après avoir décidé de retirer 9,7 millions de bpj du marché et après d'intenses négociations suite au blocage des Émiratis, lors de la 181^e conférence ministérielle de l'Opep et la 18^e réunion ministérielle Opep+, s'est accordée, le 18 juillet 2021, à augmenter sa production de 400.000 barils par jour (bpj) à partir du mois d'août 2021, selon le communiqué, afin de contribuer à alimenter la reprise économique mondiale alors que la pandémie s'atténue, l'Opep+ évaluera l'évolution du marché en décembre 2021.

PAR Dr *ABDERRAHMANE
MEBTOUL

Dépendante à environ 97/98 % de ses recettes en devises des hydrocarbures traditionnels, avec des incidences sur les équilibres macroéconomiques et macrosociaux, l'Algérie est attentive à toute décision de la réunion de l'Opep+.

1.- Le cours du pétrole est coté le 18 juillet 2021 73,59 dollars le Brent et 71,81 dollars le Wit avec une cotation eurodollar de 1.1805, contre le 5 juillet 2021, 77,16 dollars le Brent et 76,33 dollars le Wit pour un cours euro/dollar de 1,186. L'OPEP regroupe quatorze membres, principalement situés dans le Golfe (Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Émirats arabes unis), mais aussi en Afrique (Libye, Algérie, Nigeria, Angola, Gabon, Guinée équatoriale, Congo) et en Amérique latine (Équateur, Venezuela), le Qatar a quitté l'organisation en janvier représentant environ entre 35/40 % de la production commercialisée au niveau mondiale. L'Opep+ en incluant les condensats, représente environ 55 % de la production mondiale inclut dix autres pays pétroliers : Russie, Mexique, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Malaisie, Oman, Soudan et Soudan du Sud, représentant environ en 2019, 18,15 mbj selon l'AIE, dont

11,44 mbj pour la seule Russie. Trois pays membres du cartel historique sont exemptés de quotas au vu des difficultés économiques et politique : le Venezuela, l'Iran et la Libye encore que Tripoli espère retrouver un niveau comparable à octobre 2018 et Téhéran, en discussions actuellement avec la communauté internationale en premier lieu les USA pourrait revenir sur le marché prochainement.

Le Mexique, qui avait bloqué l'ancien accord de l'Opep+ par le passé est dispensé de coupe, tout en ayant promis un niveau de production raisonnable et les pays non-membres de l'Opep+ sont libres de leur volume de production : les États-Unis, premier producteur mondial de brut, mais aussi Brésil, la Norvège, etc.. Mais, il faut le reconnaître les compromis sont fragiles et l'influence de l'Opep n'est plus celle des années 70, surtout avec l'entrée des États-Unis (premier producteur mondial de brut) sur fond de boom de l'huile de schiste, et la Russie (deuxième pays producteur). Or selon les experts, la demande mondiale de pétrole dépasserait l'offre de 1,6 million de barils par jour au troisième trimestre et de 2,2 millions de barils par jour au dernier trimestre et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son dernier rapport mi-juin, prévoit que la demande mondiale de pétrole dépasse les niveaux d'avant la pandémie d'ici fin 2022. Cependant l'Opep+ fait face à une équation complexe partagée entre une reprise de la demande bien réelle mais qui reste fragile, la propagation du très contagieux variant Delta du Covid-19, qui pousse plusieurs pays à mettre en place de nouvelles mesures de restrictions de déplacement des biens et des personnes, qui pourrait avoir pour conséquence une diminution de la demande du pétrole/gaz et des prix élevés, qui freineraient la croissance de l'économie mondiale toujours en convalescence, le prix d'équilibre souhaitable variant entre 65/70 dollars selon le ministre russe de l'Énergie.

C'est dans ce contexte, à la fois de la reprise de l'économie mondiale mais également des incertitudes de la crise qu'il faille replacer la nouvelle stratégie pétrolière et gazière mondiale : notamment le gazoduc Israël-Europe, opérationnel vers 2025, mais supposant une stabilisation politique au niveau de la



région, financé par les Émiratis, des tensions en Méditerranée entre la

Conjoncture volatile

cadre qu'entre la géostratégie énergétique dont les conflits entre la Russie, les USA et l'Europe concernant les gazoducs dont le South Stream d'une capacité de 65 milliards de mètres cubes gazeux, du North Stream1, 55 milliards de mètres cubes et du North Stream2, également de 55 milliards de mètres cubes gazeux, soit au total plus de 180 milliards de mètres cubes gazeux en direction de l'Europe. Bien qu'au-delà du conflit géopolitique avec la Russie, l'opposition américaine au Nord Stream 2 pourrait faire partie d'une offensive commerciale des États-Unis. En effet, les USA sont un grand producteur de gaz et cherchent à accroître leurs exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe. Mais, du fait du retour du processus inflationniste dont l'énergie constitue une des causes, certains observateurs n'excluent pas un assouplissement des positions suite à la rencontre récente entre les Présidents Biden et Poutine, en rappelant que les réserves colossales de la Russie, environ 45.000 milliards de mètres cubes gazeux, celles de l'Iran (34.000) et du Qatar (17.000), leur permettent d'avoir une stratégie agressive et un coût de production compétitif sans compter les impor-

taines réserves en Afrique du Mozambique et du Nigeria.

2- Mais toute analyse objective ne doit pas s'appesantir sur la conjoncture volatile mais calculer la moyenne de l'année. Si le baril gagne un (1) dollar, en moyenne annuelle les recettes additionnelles, fonction du cours et du volume, le gain en chiffre d'affaires à ne pas confondre avec le profit net devant soustraire les coûts, varierait entre 400/500 millions de dollars. Dans ce contexte, il y a lieu de distinguer le court, moyen et le long termes. A court terme, le prix est fonction de facteurs spéculatifs boursiers, de l'évolution des stocks américains et également chinois gros importateur toute baisse influant le prix à la hausse et de l'évolution du rapport euro/dollar, assistant à une dépréciation du dollar vis à vis de l'euro qui renchérit le cours du pétrole de plusieurs points, de la politique américaine qui à court terme pour renflouer les gisements marginaux de pétrole/gaz de schiste fortement endettés du moins à court terme.

De l'évolution du modèle de consommation énergétique mondial dont la transition énergétique avec le développement des énergies renouvelables dont le coût a baissé de plus de 50 % étant devenu concurrentiel; troisièmement entre 2030/2040, du développement de l'hydrogène dont l'expérimentation

Mais tant pour le court, moyen et long termes, le facteur déterminant sera la nouvelle trajectoire de la croissance de l'économie mondiale. Si l'on s'en tient à 2021, selon la banque mondiale l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement sont encore aux prises avec la pandémie de Covid-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des *Perspectives économiques mondiales*. Les États-Unis et la Chine représenteront chacun plus d'un quart de la croissance mondiale en 2021. Aux États-Unis, où l'économie a bénéficié d'un soutien budgétaire massif et la vaccination sera généralisée dans la population d'ici la mi-2021, la croissance devrait atteindre 6,8 % en 2021 et l'économie chinoise, devrait afficher une croissance solide de 8,5 % puis progresser à un rythme plus modéré à la suite d'un recentrage des priorités sur la réduction des risques d'instabilité financière. Mais la reprise, la production mondiale fin 2021 sera

inférieure d'environ 2 % aux prévisions pré-Covid. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu, où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date. Face à cela, nous devrions assister au second semestre 2021 et en 2022 à un retour du processus inflationniste du fait à la fois à l'importante injection monétaire et à l'endettement public, à la rupture des chaînes d'approvisionnement, notamment en provenance de l'Asie pour bon nombre d'entrants, le prix du transport d'un conteneur, étant passé en un an, entre la Chine et l'Europe, de 1.800 dollars et en juin 2021 autour de 10.000 dollars, de la hausse des prix des matières premières le pétrole, gaz, le fer, le bois, l'aluminium, le soja, le blé, etc., et à la reprise de la demande. Ainsi, une première, l'Allemagne connu pour sa rigueur budgétaire devrait avoir selon le ministre allemand de l'économie, un taux d'inflation proche de 4 % fin 2021, mais cela concerne la majorité des pays développés.

Cap sur les énergies alternatives aux fossiles

3-En décidant un investissement massif dans le cadre de l'efficacité énergétique, les énergies alternatives aux fossiles classiques dont les énergies renouvelables, le nouveau pouvoir USA, l'Europe, suivie de la Chine et de l'Inde, le monde devrait connaître entre 2025/2030 avec une accélération entre 2030/2035, un profond bouleversement de la carte énergétique et donc du pouvoir économique mondial (interviews – Pr A.Mebtout AfricaPresse Paris, *American Herald Tribune* et *AfriK Economy* 2019/2020). D'ici 2030/2035, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique Usa/Europe/Chine, Inde devraient dépasser les 4.000 milliards de dollars où les grosses compagnies devraient réorienter leurs investissements. L'élection américaine sera déterminante pour l'avenir car les démocrates ont une autre vision de la politique énergétique, avec le retour des USA aux accords de Paris COP21 sur le réchauffement climatique. Bien que le nouveau président dit ne pas vouloir interdire le développement du pétrole/gaz de schiste dont les USA sont le premier producteur mondial, s'engageant avec les nouvelles techniques à améliorer les effets de la fracturation hydraulique, le programme de Joe Biden prévoit 2.000 milliards de dollars sur les 20/30 prochaines années, soit 10 % du PIB 2019, pour le développement des énergies renouvelables, les industries écologiques et l'efficacité énergétique. Plus globalement, le plan climat de Joe Biden prévoit d'investir, dans les infrastructures intelligentes pour reconstruire la nation et pour garantir que nos bâtiments, nos infrastructures d'eau, de transport et d'énergie puissent résister aux impacts du changement climatique, de financer 1,5 million de nouveaux logements plus durables et éco-énergétiques, une réorganisation de l'industrie automobile vers les voitures hybrides et électriques, l'État fédéral devant programmer notamment l'installation de 500.000 bornes de recharge publiques sur le territoire et instaurer une prime à la conversion». L'Europe va dans la même trajectoire. La Commission européenne a fixé, avec le règlement d'exécution 2020/1294 du 15 septembre 2020

contribuer à l'objectif européen de 32 % d'énergies renouvelables en 2030. Une trajectoire indicative est fixée pour chacun d'entre eux, pour la période 2021-2030, avec des points de référence à atteindre entre 2025 et 2027, devant mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements durables dans les dix années à venir avec des incitations pour attirer les financements privés, grâce notamment au rôle essentiel que jouera la Banque européenne d'investissement. La Chine et l'Inde ont un fort engagement pour la transition énergétique. Par exemple, selon le rapport de Global Wind Energy Council de 2019, la Chine et l'Inde font partie des cinq pays regroupant 73 % de l'ensemble des capacités éoliennes mondiales installées.

En termes d'énergie solaire, le soutien des gouvernements indien et chinois stimule la compétitivité de leurs filières solaire, faisant d'eux les premiers acteurs au niveau mondial. La Chine, pour tenter de réduire la pollution atmosphérique due à cet usage incontrôlé du charbon, investit massivement dans les énergies renouvelables: pays leader, prévoit d'investir d'ici 2030 375/400 milliards de dollars. Quant à l'Inde, elle s'est engagée à fortement développer les énergies renouvelables, en disposant en particulier de 100 GW de capacités solaires et de 60 GW éoliens d'ici la fin 2022 (contre 16,6 GW solaires et 32,7 GW éoliens à fin novembre 2017) devant mobiliser pour cette période près de 190 milliards de dollars selon les estimations de la Climate Policy Initiative (CPI).

Les USA/Europe qui représentent actuellement plus de 40 % du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants poussent à l'efficacité énergétique et à la transition énergétique afin de lutter contre le réchauffement climatique. Car si les chinois, les indiens et les africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe il faudrait cinq fois la planète actuelle. Cette prise de conscience d'un désastre planétaire a été accentuée avec l'épidémie du coronavirus où la majorité des pays devraient axer leurs efforts pour la limitation du recours aux énergies fossiles, charbon et pétrole horizon en tête, le monde et donc aller vers un Mix énergétique avec le développement de la taxe carbone, l'énergie de l'avenir horizon

2030/2040 étant l'hydrogène où la recherche développement connaît un réel essor.

En conclusion

En résumé s'impose pour l'Algérie des stratégies d'adaptation tant pour son modèle de développement que pour sa future stratégie énergétique qui doit être au cœur de la sécurité nationale. Les changements économiques survenus depuis quelques années dans le monde ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir, une stratégie axée sur la bonne gouvernance, l'innovation permanente par la valorisation du savoir avec pour objectif la transition numérique et énergétique.

N.-B. – le sujet de la stratégie énergétique de l'Algérie a été débattu lors de plusieurs publications internationales et de différentes conférences conférence que j'ai données le 8 juin 2021 suite à l'invitation de l'Union européenne au siège de l'ambassade de 10h à 12h30 à Alger, devant environ 50 personnalités, dont les représentants des pays de l'Union européenne – ambassadeurs et attachés économiques, politiques, le représentant de la Banque mondiale et des organismes internationaux accrédités à Alger, devant le Parlement européen en décembre 2011, au Sénat français à l'invitation du professeur Jean-Pierre Chevenement en mars 2015, en juin 2019 où j'ai eu l'honneur de présider la commission de la transition énergétique en Méditerranée, représentant l'Algérie des 5+5+ Allemagne, en présence des organisations mondiales internationales Union européenne, OCDE, BM, FMI, BIRD et également à l'Ecole supérieure de guerre ESG Alger devant les officiers supérieurs le 19 mars 2019.

**A. M., professeur des universités, expert international*

RÉACTIVATION DES PROCESSUS DE PRODUCTION DES GROUPES INDUSTRIELS

Dynamiser les capacités des industries

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a entamé une série de rencontres et de réunions avec les responsables des groupes industriels publics et de leurs filiales, en rencontrant d'abord les responsables du Groupe industriel public Elec El Djazair, indique un communiqué du ministère.

Zeghdar a entamé ses rencontres avec le Président-directeur général (P.-dg) du Groupe public Elec El Djazair et les directeurs généraux de ses filiales, à leur tête l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem), l'Entreprise nationale des industries électroniques (Enie) et la Société industrielle algérienne des télécommunications (Sitel), en présence du directeur général de la Société d'études économiques, d'analyse financière et de l'évaluation prospective (Ecofie), chargée de l'élaboration des rapports financiers et des statistiques sur le secteur public marchand, selon la même source.

Cette rencontre, poursuit le communiqué, vise à s'enquérir des capacités de ce groupe industriel et de ses filiales activant dans le domaine des industries électroniques, électriques et électroménagères, ainsi que les problèmes et les entraves auxquels se heurte le Groupe, l'objectif étant de formuler des propositions et des solutions à même de relever la rentabilité de ses filiales, notamment "les entreprises endettées, ce qui nécessite des refontes bien étudiées".

Zeghdar a insisté, selon la même source, sur l'impératif de trouver "des solutions urgentes et réalistes" aux problèmes auxquels est confronté ce Groupe, à travers l'action collective et le recours aux capacités et expertises nationales réputées dans ce domaine "à moindre coût et avec un rendement meilleur, ce qui permettra de multiplier la production et de réduire la facture des importations".

Le ministre a également mis en avant "la nécessité d'associer et de coordonner avec le partenaire social au processus de développement des entreprises industrielles publiques, au regard de l'importance du rôle qu'il peut jouer dans la création de la richesse et la préservation des emplois", ajoute le communiqué du ministère. La rencontre a également permis, indique



le communiqué, d'aborder le plan de développement du Groupe, les investissements programmés, leur état de mise en œuvre, le taux de réalisation des objectifs tracés en prenant en considération la compétitivité et le progrès technologique en la matière, ainsi que la répartition des travailleurs, à travers l'amélioration du rendement et de l'efficacité entre l'Administration et la production.

Créer un climat d'affaires serein et relancer l'investissement générateur de richesses et d'emplois

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a récemment appelé les cadres du ministère à trouver de nouvelles méthodes de travail permettant d'améliorer la performance de l'administration centrale et de ses différents services locaux afin de créer un climat d'affaires serein et relancer l'investissement générateur de richesses et d'emplois, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une série de rencontres qu'a tenues le ministre du 10 au 15 juillet avec

le personnel, les cadres et les responsables des différentes directions et structures centrales du ministère en vue de prendre connaissance des divers dossiers et des difficultés rencontrées dans l'accomplissement de leurs missions ainsi que l'évaluation de la situation du secteur, précise la même source.

Zeghdar a mis l'accent sur "l'importance et le rôle majeur du secteur de l'industrie dans le développement et la diversification de l'économie nationale, insistant sur la nécessité de le relancer".

Le ministre a appelé à ce propos le personnel et tous les cadres du ministère à conjuguer les efforts pour mettre en œuvre les réformes tracées et remédier aux lacunes et aux insuffisances enregistrées.

Il a, en outre, appelé les cadres du ministère à trouver de nouvelles méthodes de travail permettant d'améliorer la performance de l'administration centrale et de ses différents services locaux afin de créer un climat d'affaires serein et relancer l'investissement générateur de richesses.

Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de la numérisation de tous les

mécanismes de fonctionnement du ministère et de généraliser en urgence l'usage des technologies de l'information et de la communication modernes pour une gestion transparente et intégrée des dossiers d'investissements publics et privés.

Il a également rappelé les priorités actuelles du secteur et la nécessité de préserver le tissu industriel et les postes d'emploi, notamment en cette conjoncture sanitaire difficile induite par la pandémie du Covid-19.

Au terme de ces réunions, Zeghdar a donné des instructions et des orientations pour assurer la bonne marche du secteur et garantir la célérité et la rigueur dans le traitement des dossiers.

Selon la même source, il sera procédé à l'installation d'un groupe de travail pour examiner les propositions soumises par les cadres du ministère afin d'actualiser et d'enrichir les grandes lignes du plan d'action du secteur dans le cadre du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République.

R. E.

SIDI BEL-ABBES, AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Plusieurs projets en cours de réalisation

Visant à assurer l'amélioration de l'alimentation en eau potable des foyers et à améliorer les capacités de stockage de ce produit vital, plusieurs projets sont en cours de réalisation à travers plusieurs communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès...

PAR BOUZIANE MEHDI

C'est ce qu'a annoncé le directeur local des ressources en eau, Berkli Laïd, précisant la "réalisation en cours de 9.000 mètres linéaires de fonçage soit une moyenne de 34 forages permettant de fournir 30.000 m³ d'eau dont 15.000 m³ destinées au chef-lieu de wilaya".

Ayant nécessité un montant de 900 millions DA, ces fonçages sont menés à travers les communes de Tenira, Sidi-Al-Benyoub, Oued-Sefioune, Chott-Chergui, Aïn el-Berd, Chatouane Belaïla et Mekedra, les délais de leur réalisation sont fixés à 8 mois.

Selon l'APS, le même responsable a ajouté que la wilaya de Sidi-Bel-Abbès a consacré également un "investissement d'un milliard de dinars pour soutenir ses capacités de stockage par la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 20.000 m³ chacun", soulignant que les "entreprises de réalisation ont été retenues et les travaux démarrent prochainement avec un délai de réalisation de 18 mois".

Quant à la partie nord-est de la wilaya, elle sera renforcée par la réalisation de



deux réservoirs d'une capacité de 500 m³ chacun, en plus d'un autre d'une capacité de 1.000 m³. Les "projets nécessiteront une enveloppe de 800 millions DA", selon le même responsable local qui a noté que les "travaux seront bientôt lancés après l'achèvement des démarches administratives et que par ailleurs, trois stations de pompage et de transfert d'eau seront également réhabilitées depuis le barrage de Sidi-Abdelli (Tlemcen) vers Sidi Bel-Abbès, pour un montant de 1,3 milliard DA".

S'agissant de la fourniture d'eau potable dans les zones enclavées, le même responsable a fait état de "la prise en charge de l'AEP des zones enclavées de Delahim et Sebahha à partir des barrages de Samo et de Sidi-Abdelli respectivement et d'autres zones enclavées de la wilaya ont été approvisionnées en eau potable, dans le cadre des programmes de développement communal PCD".

Dans le cadre du programme de développement local de l'exercice écoulé, la priorité a, par ailleurs, été donnée au secteur des ressources en eau qui a bénéficié d'une soixantaine d'opérations liées à l'AEP ainsi qu'à la réalisation des réseaux d'assainissement, la plupart de ces opéra-

tions ont été lancées.

Concernant les grands projets visant le transfert de l'eau vers la partie sud de la wilaya, il a été procédé à la mise en service du projet de transfert d'eau à partir du Chott-Gharbi et ce sont 10 communes qui sont alimentées en eau potable quotidiennement, par ailleurs, les travaux du deuxième projet d'alimentation en eau potable à partir de Chott-Gharbi enregistrent un taux d'avancement de 95 %, il touchera, une fois mis en service, les communes de Telagh, Merrine, Tafsour, Teghalimet, Mezaourou et Oued-Tourira ainsi que les villages d'Aïn el-Djohar et Bent-Sultane.

Le projet est entré dans la phase de test et assurera à quelque 50.000 âmes une dotation quotidienne de 15.000 m³ d'eau potable. Concernant le projet de raccordement au réseau de transfert d'eau dessalée à partir de la station de Honaine, le taux d'avancement des travaux a atteint 95 % et il sera mis en service à la fin du mois de juillet, ce qui permettra d'alimenter la population du chef-lieu de wilaya et 18 autres communes avec un ratio quotidien de 45.000 m³ d'eau.

B. M.

ALGER, GROUPE SONELGAZ

Mise en service de 2 nouveaux ouvrages électriques

Deux nouveaux ouvrages visant à renforcer la capacité d'alimentation en électricité de la capitale et ses environs, ainsi que le siège de la direction de distribution de Gué-de-Constantine, à même d'améliorer la qualité du service client, ont été inaugurés, jeudi 8 juillet, par le P.-dg du Groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras. Effectuant une visite de travail et d'inspection en compagnie du wali d'Alger, Youcef Chorfa, et du président de l'assemblée populaire de la wilaya d'Alger, Karim Bennour, M. Boulakhras a inauguré deux nouveaux ouvrages électriques à Ben-Aknoun et Tixeraine ainsi que le siège de la direction de distribution de Gué-de-Constantine.

Le premier ouvrage mis en service est un injecteur de haute tension d'une puissance de 220/60Kv incluant un transformateur de 120 millions de watts réalisé par des compétences locales, selon les explications de la directrice de l'exploitation centrale de la Société algérienne de gestion du réseau de transport de l'électricité (GRTE), Baya Hammat.

La réalisation de cet ouvrage implanté dans la commune de Ben-Aknoun a coûté 528 millions de dinars et permettra le renforcement de l'alimentation de la partie

ouest de la capitale en étant relié aux postes de Ben-Aknoun, Aïn-Bénian, Hydra, El-Aurassi.

Le deuxième projet inauguré était celui de Tixeraine, où il a été mis en service un poste de type blindé de dernière génération d'un niveau de tension de 70Kv qui dispose de deux transformateurs d'une capacité globale de 80 MVA (mégavolt-ampère) (40 MVA chacun) extensible pour atteindre une capacité de 120 MVA (120.000 mégawatts).

La réalisation de cet ouvrage a nécessité 1 milliard DA, dont une partie en devises (d'un montant de 4 millions d'euros pour des équipements).

Ce poste vient pour sécuriser l'alimentation de la capitale et améliorer la qualité du service essentiellement dans les communes de Hydra, Bir-Mourad-Raïs, Ben-Aknoun, El-Biar, Texeraine, Sebala, Birkhadem, sur un périmètre de 15 kilomètres. Quant à la troisième infrastructure inaugurée par le P.-dg de Sonelgaz, il s'agit du siège de la direction de distribution de Gué-de-Constantine, qui gère 243.539 clients en électricité et 167.373 en gaz et 7 agences.

Cette direction compte créer deux nouvelles agences à Baba-Hassen et Djenane-

Sfari, afin d'assurer une plus grande proximité avec les clients, assurent ses responsables.

Cette direction réalise un chiffre d'affaires de 3,11 milliards DA et gère trois districts en gaz et électricité, en projetant de créer un nouveau district pour les deux énergies à Birtouta.

Lors de son allocution, M. Boulakhras a indiqué que la mise en service de ces deux ouvrages importants "tombe à point nommé en pleine période estivale et permettront de renforcer davantage les capacités d'alimentation de la capitale et des ses environs".

En plus de ces deux postes, sept autres ouvrages sont en cours de réalisation et d'autres en cours de lancement, a ajouté le P.-dg de Sonelgaz qui a souligné qu'"Alger est à l'abri de tout incident majeur vu que la capacité demandée ne représente que près de 50 % de celle installée".

Il a assuré que son groupe travaille déjà sur le plan "Alger 2030 en termes de prospective pour anticiper sur les réalisations et accompagner l'effort du développement local qui est en train de se mettre en place".

APS

TISSEMSILT

Programme de rationalisation de la consommation d'eau

L'unité de la wilaya de Tissemsilt de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé un programme spécial visant à rationaliser la consommation de l'eau potable durant la période d'été, suite à la baisse du volume des ouvrages approvisionnant la région.

Le programme tracé au niveau de la direction des ressources en eau de la wilaya, englobe la réduction du volume horaire de distribution de l'eau potable aux communes de la wilaya de 24 heures à 8 heures par jour pour 6 communes, à 6 heures pour 8 autres communes et à 4 heures pour 8 autres.

Par ailleurs, le ratio quotidien par personne diminuera de 170 litres par jour l'an dernier à 100 l/j. Ce programme est venu rationaliser la distribution et économiser l'eau suite à la baisse sensible du niveau des barrages Koudiet-Rosfa dans la commune de Beni-Chaïb et Derder qui assurent l'approvisionnement des 22 communes de la wilaya, de Tissemsilt et la diminution des eaux souterraines dans la commune de Rechaïga.

La quantité d'eau potable produite actuellement à partir des ouvrages destinés à l'alimentation des populations de la wilaya de Tissemsilt a atteint globalement 51.000 mètres cubes par jour, alors que les besoins des habitants de la wilaya sont estimés à 54.000 m³ par jour.

Le même programme prévoit le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation pour lutter contre le gaspillage de l'eau durant la période caniculaire à travers des affiches dans les lieux publics et des conseils sur la page officielle de l'unité de wilaya de l'ADE sur le Web.

BOUIRA

Le gaz naturel pour 1.002 foyers

1.002 foyers ont été raccordés au réseau du gaz naturel durant le premier semestre 2021 à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, selon les statistiques fournies par la cellule de communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (DD). Durant cette période allant du mois de janvier à juin 2021, 1002 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel, dont 30 foyers à Aïn-Tiza 2 et à Talamine, 45 autres à Zeboudja et Azzi et 100 foyers à Sidi-Yahia et à Moutta dans la municipalité de Aïn-Bessam.

Dans le cadre de cette même opération, un réseau de plus de 63 kilomètres a été réalisé, ce qui a permis le raccordement 128 foyers à Ouled-Tadjine et à Djeddi-Abdelkader.

Les localités de Guerguer, Guerrouma-Zaouia, Serahna et Draâ-Bouarifa, Ouled-Boukarn et Boukouchène ont, elles aussi, bénéficié de ce projet, avec le raccordement de dizaines de foyers au réseau de gaz naturel.

Il s'agit d'un projet financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement.

Ces nouveaux raccordements permettront à coup sûr l'amélioration des conditions de vie des populations de ces régions enclavées.

APS

Certaines bactéries pourraient jouer un rôle dans la dépression

Des bactéries présentes dans notre intestin pourraient avoir un impact sur notre équilibre mental et notamment sur la probabilité de souffrir de dépression, indique une étude publiée lundi.

Une équipe de chercheurs belges a analysé les échantillons de selles de plus de 1.000 personnes volontaires et observé que deux familles de bactéries étaient systématiquement moins nombreuses chez les personnes dépressives, y compris celles sous traitement par antidépresseurs.

L'étude d'une population témoin de 1.000 Néerlandais a validé ces conclusions d'un lien statistique entre le nombre de certaines bactéries et le niveau de bien-être et de santé mentale, ajoute l'article publié dans la revue scientifique *Nature Microbiology*.

"L'étude ne démontre pas de lien de cause à effet", souligne toutefois Jeroen Raes, l'un des auteurs principaux, ajoutant que "la compréhension des liens entre intestin et cerveau en est à ses balbutiements".

Les familles de bactéries concernées - *Coprococcus* et *Dialister* - sont connues



pour avoir des propriétés anti-inflammatoires.

300 millions de personnes dans le monde souffrent de dépression

Or "on sait par ailleurs que l'inflammation des tissus nerveux joue un rôle important dans la dépression. Donc notre hypothèse c'est que les deux sont liés d'une façon ou d'une autre", a expliqué le professeur de microbiologie à l'université KU de

Louvain. "L'idée que des substances issues du métabolisme de microbes puissent interagir avec notre cerveau - et donc avec notre comportement et nos sentiments - est intrigante", souligne Jeroen Raes. "Jusqu'à présent, la plupart des études portaient sur les souris ou sur un petit nombre de personnes, et les résultats étaient mitigés et contradictoires", a-t-il ajouté.

Au total, 300 millions de personnes dans le monde souffrent de dépression, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parfois qualifiée d'"épidémie

silencieuse", cette pathologie est l'une des principales causes des quelques 800.000 suicides recensés chaque année. Les antidépresseurs font actuellement partie des médicaments les plus prescrits dans de nombreux pays, mais ces recherches pourraient ouvrir la voie à de nouveaux types de traitements pour cette maladie, estime Jeroen Raes, ajoutant "je pense vraiment que c'est une voie d'avenir : utiliser des mélanges issus de bactéries en guise de traitement".

Des "cassures" dans l'ADN à cause du manque de sommeil !



Le manque de sommeil est selon certains spécialistes un véritable problème de santé publique. Une récente étude tend à montrer qu'il peut impacter négativement notre ADN. Comme cela est-il possible?

Le manque de sommeil peut en effet avoir des conséquences sur la santé : fatigue physique, manque de concentration, troubles de l'humeur, affaiblissement du système immunitaire. Certaines études font également état de risques accrus de prise de poids ou encore de dépressions liées à la consommation de junk-food.

Des chercheurs de l'université de Hong Kong ont apporté de nouveaux éléments concernant la diversité des effets du manque de sommeil, dans une étude publiée dans la revue *Anaesthesia* le 23 janvier 2019. Pour les scientifiques, le manque de sommeil pourrait abîmer l'ADN des individus et modifier leurs gènes.

Une étude inquiétante

Les chercheurs hongkongais ont observé durant quatre mois pas moins de 49 médecins en bonne santé travaillant à temps plein. Les volontaires ont été séparés en deux groupes, le premier relatif aux volontaires devant

travailler de nuit au moins trois fois par mois, et le second incluant les médecins n'ayant aucune obligation. Durant la période d'observation, les chercheurs ont effectué des prélèvements sanguins tous les trois jours, avec des prises de sang supplémentaires concernant les individus les plus privés de sommeil. De plus, des informations concernant les médecins ont également été recueillies : mode de vie, état de santé ou encore habitudes de travail.

Selon les résultats, les médecins travaillant de nuit étaient plus enclins à être privés de sommeil - ce qui paraît logique. En revanche, les chercheurs ont découvert que ces individus présentaient davantage de "cassures" dans leur ADN et que leur réparation était également plus lente. Les observations ont même permis de constater qu'une seule nuit suffisait déjà à faire apparaître de nouvelles cassures de l'ADN!

Évidemment, des recherches complémentaires devront être menées, mais l'étude en question ouvre la voie afin de mieux comprendre pourquoi les personnes manquant de sommeil ont plus de risques de développer des cancers et des maladies cardiovasculaires.

Les multiples bienfaits du miel

Célébré par les civilisations anciennes, le miel est considéré comme un aliment sacré. Véritable mine de nutriments, il est remarquablement riche en minéraux, oligoéléments et vitamines.

Quels sont ses bienfaits et ses effets sur la santé ? Le miel est l'un des plus anciens moyens de sucrer les aliments. Il est virtuellement impérissable et sa fabrication demande beaucoup de travail aux abeilles. Le miel passe volontiers pour un aliment miracle.

Mais qu'en est-il vraiment ? Cette substance jaune renferme en majorité des sucres.

De par sa richesse en glucides (les trois quarts de son poids), il fournit de l'énergie à l'organisme. Il peut aussi contenir des vitamines en faibles quantités (principale-

ment celles des groupes B et C). Il est vrai que le miel recèle des antioxydants (essentiellement des polyphénols), cependant les fruits et les légumes en sont de meilleures sources. Ainsi, sur le papier, il serait un fortifiant. Il aiderait à combattre les radicaux libres et le vieillissement cellulaire.

Cicatrisation des plaies

Aujourd'hui, ce sont surtout ses propriétés antimicrobiennes et cicatrisantes qui interpellent les chercheurs. Le potentiel du miel pour aider à la cicatrisation des plaies (notamment en cas de brûlure) a déjà été démontré.

Ces propriétés peuvent être attribuées à sa viscosité élevée qui forme comme une barrière de protection. Fait confirmé par une étude conduite en 1988 au CHU de



Limoges. Les chercheurs y ont montré que, sur trois types de plaies, la vitesse de cicatrisation était presque deux fois plus rapide avec le miel qu'avec deux autres dispositifs médicaux...

Autre vertu aujourd'hui reconnue : sa capacité à lutter contre les symptômes du rhume. Parmi la multitude de travaux

conduits sur le sujet, citons une étude israélienne datant de 2012. Les chercheurs avaient administré à 300 enfants âgés de 1 à 5 ans souffrant d'un rhume soit une cuillère à café de miel, soit un placebo. Résultat, les petits du groupe - miel - ont connu une amélioration des symptômes et de la qualité de leur sommeil.

TANZANIE

Le leader de l'opposition accusé de "terrorisme"

Quatre mois après son accession au pouvoir, la présidente Samia Suluhu Hassan applique des méthodes rappelant celles de son prédécesseur John Magufuli.

Le leader du principal parti d'opposition en Tanzanie, Freeman Mbowe, arrêté mercredi 21 juillet, est soupçonné d'"actes de terrorisme", a annoncé jeudi la police, soulevant des inquiétudes dans le monde. Freeman Mbowe, président du parti Chadema, a été arrêté tôt mercredi matin, ainsi qu'une douzaine d'autres membres de sa formation à Mwanza (nord-ouest), un coup de filet qui rappelle les méthodes du Président John Magufuli, décédé en mars. "Nous détenons Freeman Mbowe pour avoir préparé des actes de terrorisme, notamment l'assassinat de responsables du gouvernement", a déclaré le porte-parole de la police tanzanienne, David Misime, dans un communiqué, ajoutant que "six autres personnalités du parti avaient déjà été inculpées



devant un juge". Selon le parti Chadema, la police a perquisitionné la maison de M. Mbowe, transféré dans la capitale économique Dar es-Salaam, et saisi son ordinateur ainsi que d'autres équipements appartenant à sa famille. Cette arrestation des opposants, qui avaient appelé à un rassemblement pour demander des réformes constitutionnelles dans une ville où toutes les manifestations sont interdites en raison de la lutte contre le Covid-19, intervient quatre mois après la prise de fonctions de la nouvelle Présidente, Samia Suluhu Hassan. Depuis son investiture, Mme Hassan a

amorcé une rupture avec John Magufuli, dont elle était la vice-Présidente, se disant notamment prête à "défendre la démocratie et les libertés fondamentales". "Le fait de demander une nouvelle Constitution m'a valu d'être accusé de terrorisme", a déclaré M. Mbowe dans un communiqué publié par son parti, se disant "prêt à répondre à ces accusations inventées de toutes pièces. Je crois que le monde comprendra la vérité sur ce que nous vivons en Tanzanie. Il comprendra également la vérité sur ces fausses accusations", a-t-il ajouté. David Misime a affirmé que les allégations selon lesquelles l'opposant avait été arrêté

pour avoir organisé un meeting étaient "trompeuses". Mais le commandant régional de la police, Ramadhan Ngh'anzile, avait déclaré plus tôt que ces arrestations faisaient suite à l'organisation d'une réunion "interdite" en raison des restrictions sanitaires. Amnesty International a qualifié d'"arbitraires" ces arrestations et a estimé qu'elles "réflétaient les pressions croissantes contre l'opposition en Tanzanie, pays perçu comme stable dans une région est-africaine troublée". Les autorités tanzaniennes "doivent arrêter de cibler l'opposition et d'essayer de restreindre l'espace dans lequel elle peut opérer", a déclaré Flavia Mwangovya, directrice adjointe d'Amnesty pour l'Afrique de l'Est. L'ONG ajoute que ces arrestations témoignent d'un "mépris de l'Etat de droit et des droits humains, dont le droit d'expression et d'association". Mercredi, les Etats-Unis ont affirmé que ces arrestations étaient "très inquiétantes".

BURKINA FASO Un nombre sans précédent de personnes fuyant les violences

Au Burkina Faso, le nombre de personnes forcées de fuir les violences s'accroît et atteint un niveau sans précédent, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés. L'organisation humanitaire réitère son appel à une action concertée pour la paix et la stabilité dans ce pays. Fatoumata Sinkoun Kaba, porte-parole du HCR pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, fait état d'un nombre de plus en plus élevé de personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso mais aussi de personnes obligées de se réfugier dans les pays voisins.

"Les déplacements de population au Burkina Faso tels qu'on le voit aujourd'hui, c'est du jamais vu. Nous avons franchi la barre des 1,3 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Leur déplacement se passe quasiment dans toutes les régions où il y a des attaques. Par exemple, rien que dans la première moitié de cette année, nous avons eu quand même plus de 237.000 personnes qui ont été obligées de fuir leur foyer. Nous avons aussi un nouveau phénomène qui s'élargit, c'est-à-dire des Burkinabè qui traversent la frontière pour aller dans les pays voisins se réfugier. Là, on en compte à peu près 38.000 dont près de la moitié au cours des quelques mois passés. Les Burkinabè n'avaient pas pour habitude de traverser la frontière. Nous avons vu la crise s'accroître peu à peu depuis 2015 et s'aggraver, et c'est maintenant que nous observons des mouvements vers des pays voisins – pour l'instant, nous avons la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, mais aussi le Bénin – ce qui signale quand même une dégradation de la situation sécuritaire au Burkina."

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à des attaques terroristes de plus en plus fréquentes et meurtrières de la part notamment du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans, affilié à al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), et du groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Agences

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Human Rights Watch dénonce le "deux poids, deux mesures" répressif

Jacky Ndala, président de la Ligue des jeunes du parti de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi a été condamné à deux ans de prison. Il est condamné pour ses propos contre la proposition de loi dite sur la "congolité". Cette décision de justice est particulièrement commentée et inquiète l'ONG des droits de l'homme.

En République démocratique du Congo, la condamnation à deux années de prison de Jacky Ndala, président de la Ligue des jeunes du parti de l'ancien gouverneur Moïse Katumbi, suscite bien des réactions. Au sein même de l'Union sacrée, la nouvelle majorité, il y a ceux qui défendent cette condamnation et dénoncent des propos incendiaires - on les retrouve surtout dans le camp présidentiel ; et il y a ceux qui, au contraire, dénoncent le deux poids deux

mesures et publient des vidéos de responsables ou de militants de l'UDPS pris dans des situations similaires. Cette situation inquiète l'organisation de défenses des droits de l'Homme Human Rights Watch. Pour Thomas Fessy, son représentant pour la RDC, la "répression ne cesse de s'intensifier depuis un an et demi, malgré les promesses du Président Tshisekedi". Depuis un an et demi, la répression s'est intensifiée contre activistes, journalistes ou encore certains acteurs politiques [...] Même si l'on ne se retrouve pas à des niveaux de répressions observées par le passé, il y a une tendance croissante à l'intolérance à l'égard des voix dissidentes. Pendant ce temps, des militants du camp présidentiel ont eu à participer à des échanges à caractère haineux, notamment

sur les réseaux sociaux, ou à des débordements dans être inquiétés [...]. Dans le cas de Jacky Ndala, qui s'est opposé à une proposition de loi par ailleurs discriminatoire, on peut tout à fait rappeler que l'incitation à la violence peut faire l'objet de poursuites, s'il y a lieu. Mais encore une fois, l'intervention de l'ANR pour l'interpeler, la procédure hâtive ainsi que cette lourde condamnation laisse entrevoir un caractère répressif plutôt qu'un dossier réellement lié à une question d'ordre public. Si Jacky Ndala a été traduit en justice, c'est pour des propos tenus lors de son dernier meeting. Il appelait à envahir le siège du Parlement si la proposition de loi était examinée. Elle avait été introduite, début juillet, par son collègue de l'Union sacrée, le député Nsengi Pululu.

HONG KONG

Pékin répond à Washington par des sanctions

À deux jours de la visite de la vice-secrétaire d'Etat américaine Wendy Sherman dans le pays, la Chine a annoncé des sanctions contre sept entités et citoyens américains en réponse à un avertissement des Etats-Unis sur la détérioration des libertés à Hong Kong. Pékin a annoncé, vendredi 23 juillet, des sanctions contre sept entités et citoyens américains après à un avertissement de Washington sur la détérioration des libertés dans le territoire semi-autonome du sud-est de la Chine.

Les relations entre Pékin et Washington se sont fortement détériorées, sur fond de tensions sur les questions des droits de l'Homme, du commerce, de la cybersécurité ou de l'origine de la pandémie de Covid-19. La semaine dernière, les Etats-Unis avaient mis en garde les entreprises américaines contre des "risques croissants" liés à l'exercice d'activités à Hong Kong, à la suite des mesures prises par la Chine

dans ce grand centre financier. Le document met en exergue un changement de l'environnement avec la nouvelle loi sur la sécurité nationale, soulignant notamment l'arrestation d'un citoyen américain, John Clancey, un avocat réputé dans le domaine des droits humains.

Dans un communiqué publié vendredi, le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que cet avertissement visait à "salir sans fondement l'environnement commercial de Hong Kong" et à violer gravement le droit international et les normes fondamentales régissant les relations internationales". En réponse, la Chine a annoncé qu'elle allait imposer des sanctions à sept personnes et entités américaines, sans préciser la nature de ces sanctions.

La décision de Pékin intervient avant le voyage en Chine, ce week-end, de la vice-secrétaire d'Etat américaine Wendy Sherman, destinée à remédier à la détério-

ration des liens entre les deux pays. Il s'agit de la visite de plus haut niveau effectuée depuis le début de la présidence de Joe Biden. Parmi les citoyens sanctionnés figure l'ancien secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross. Lorsqu'il était en poste, ce dernier avait élargi la liste des entreprises ne pouvant pas commercer avec les entreprises américaines sans licence préalable, dont les géants chinois des télécommunications Huawei et ZTE. Sont également visés Carolyn Bartholomew, présidente de la Commission de surveillance de l'économie et de la sécurité Etats-Unis-Chine, Adam King, de l'International Republican Institute, Sophie Richardson, directrice pour la Chine de l'ONG Human Rights Watch, ou encore le Hong Kong Democratic Council, basé à Washington.

Agences

FOOTBALL, MISE À JOUR DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

1 match chaque 3 jours pour la JSK

La JS Kabylie, qui compte 4 matchs en retard en championnat et une finale de la Coupe de la Ligue, est appelée à jouer 1 match chaque 3 jours, selon le planning de la Ligue. Les joueurs ainsi que le staff technique commencent à s'inquiéter du rythme infernal imposé.

PAR MOURAD SALHI



Le marathon des Canaris débutera demain mardi avec la réception du MC Alger, en match comptant pour la 34^e journée du championnat de Ligue 1 de football. Un classico qui promet du spectacle au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou.

La JS Kabylie, qui compte 4 matchs en retard en championnat, connaît déjà les dates des 2 prochaines sorties hors de ses bases, respectivement face au CR Belouizdad et à l'USM Alger. Le choc CRB-JSK, comptant pour la 22^e journée, aura lieu le vendredi 30 juillet, au stade du 20-Août, tandis que le match USMA-JSK est programmé pour le vendredi 6 août.

Par ailleurs, la LFP a programmé la 35^e journée pour le mardi 3 août, qui verra la JSK se déplacer à Médéa pour y affronter l'Olympique local.

L'entraîneur du club, Denis Lavagne, commence à s'inquiéter du rythme imposé aux joueurs en cette période

infernale. A la JSK, le calendrier est qualifié de "difficile", surtout que les joueurs n'ont pas bénéficié de repos depuis l'entame de cette saison, en raison de leur engagement continental.

"C'est une année particulière qu'il faut gérer. Le rythme des matchs commence à nous inquiéter. Nous avons disputé plus de matchs que nos adversaires. Et puis, en cette période de chaleur torride, les choses sont devenues plus difficiles.

Il y a une relation entre la préparation et la performance. On n'a pas de phases pour récupérer et se préparer. On va chercher des solutions, mais honnêtement, ce n'est pas évident", a indiqué Denis Lavagne.

Et d'ajouter : "Nous sommes en train de faire tourner l'effectif et gérer tout cela. Il y a la fatigue physique et morale aussi, donc on va faire attention à tout cela et éviter que des joueurs se blessent. Parce qu'avec la

succession des matchs de cette intensité et toute cette pression, cela laisse des traces", a-t-il ajouté. Pour l'entraîneur des Canaris, la prochaine finale de la Coupe de la Ligue constitue l'objectif principal de son équipe. "Il faut rester concentrés et penser à l'avenir. Nous avons d'autres objectifs qu'il faut atteindre. Nous allons disputer la finale de la Coupe de la Ligue contre Magra. C'est un match très important que nous allons bien préparer pour l'emporter. Cela va nous permettre de participer l'année prochaine à la Coupe de la Confédération africaine de football", a indiqué Lavagne.

En championnat, le club occupe la 7^e place avec 49 points, soit à 10 points du podium. Même avec les 4 matchs en retard, les coéquipiers d'Arezki Hamroun auront du mal à se relancer dans la course pour une place sur le podium.

M.S.

JO 2020 – ATHLÉTISME

Djamel Sedjati et Bilal Tabti testés positifs au Covid-19

Mauvaise nouvelle au sein de la délégation algérienne aux Jeux Olympiques de Tokyo. Arrivés vendredi de Turquie, où ils avaient pris part à leur dernier stage de préparation, Sedjati et Tabti sont forfaités pour les épreuves d'athlétisme, prévues à partir du 30 juillet, après avoir été testés positifs au Covid-19 lors du contrôle effectué ce samedi à leur arrivée au pays du Soleil levant.

Pourtant, les deux tests PCR effectués en Turquie avant leur départ pour

Tokyo ont été négatifs et n'ont rien révélé d'anormal. Les deux athlètes doivent à présent observer une période de confinement de 14 jours pour savoir s'ils peuvent rentrer au pays ou pas, pour ce qui est de la compétition c'est malheureusement fini pour eux. C'est la première défection dans le camp algérien en raison du Covid-19, pour les athlètes présents dans la capitale japonaise. Avant Sedjati et Tabti, le cycliste Youcef Reguigui a également dû renoncer à sa participation

aux JO pour la même raison et ce, la veille de son départ pour Tokyo. Ce dernier a d'ailleurs été remplacé par Hamza Mansouri.

L'Algérie n'est pas le premier pays à enregistrer dans ses rangs des cas de contamination au nouveau coronavirus. En effet, le cycliste allemand Simon Geschke a été testé positif vendredi, tandis que la délégation tchèque dénombre 6 cas, pour ne citer que ceux-là.

JO 2020 - TENNIS DE TABLE

Larbi Bouriah éliminé au premier tour

Le pongiste algérien Larbi Bouriah a été éliminé au premier tour (simple messieurs) de l'épreuve du tennis de table des Jeux Olympiques 2020 suite à sa défaite concédée face au Hongrois Bence Majoros (4-0), ce samedi au Gym métropolitain de Tokyo (Japon).

Face à un adversaire plus jeune et, de surcroît, bien moins classé au ranking de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF), Larbi n'a pas fait le poids. Dans un match à sens unique, qui a duré 22 minutes, l'Algérien a raté son entame de compétition en perdant la première manche sur le

score de 11 points à 1. Larbi a essayé de se rattraper dans les seconde et troisième manches, perdues sur le score de 11 à 5, avant de s'effondrer lors de la 4^e et dernière manche (11-1).

Pour sa part, Majoros a très bien débuté ces JO et retrouvera au second tour le Danois Jonathan Groth.

MERCATO

Belhadj de retour à Sedan

Retour aux sources pour Nadir Belhadj. Après quatre saisons passées à Al Sailiya en Qatar Stars League, l'ancien international algérien est de retour à Sedan pour la troisième fois de sa carrière.

Âgé de 39 ans, le latéral gauche rejoint Sedan pour la première fois en 2004 où il jouera jusqu'en 2007 avant de rejoindre l'OL. Durant ces trois saisons passées dans les Ardennes, l'international algérien (55 sélections et 4 buts) a fait 118 apparitions et a inscrit 8 buts toutes compétitions confondues.

Après son aventure à Lyon, il s'engagera par la suite avec le RC Lens puis fera un passage en Angleterre (Portsmouth), avant d'atterrir au Qatar, au début des années 2010, pour rejoindre Al Sadd durant six saisons. En 2016, le latéral gauche retrouve le CS Sedan et ce, pour une seule saison, durant laquelle il jouera 19 matches et marquera 2 buts. En 2017, Belhadj repart au Qatar pour jouer sous les couleurs d'Al Sailiya.

Après quatre saisons passées en QSL, le joueur âgé de 39 ans est de retour au CS Sedan Ardennes en juillet 2021 où il évoluera en National 1, soit la troisième division française. Par ailleurs, Nadir Belhadj a fait sa réapparition sous le maillot sedanais lors du match amical face au RM HAMM Benfica (6-2).

MERCATO

L'Olympique de Marseille se place dans le dossier Ounas

Le futur de l'international algérien Adam Ounas n'est toujours pas scellé avec le Napoli malgré l'arrivée de Luciano Spalletti qui voulait le recruter à l'AS Rome quelques saisons auparavant.

Selon le quotidien italien *Le Corriere Dello Sport*, le joueur, qui a fait une belle moitié de saison sous les couleurs de Crotone, a tapé dans l'œil des dirigeants de l'Olympique de Marseille. Le club phocéen souhaiterait renforcer son secteur offensif par un ailier afin de palier au départ de l'international français Florian Thauvin vers les Tigres en Mexique. Un renfort supplémentaire pour les Phocéens après avoir enregistré plusieurs renforts lors de ce mercato estival avec les arrivées de l'international turc Cengiz Under, l'international français Matteo Guendouzi ou encore l'espoir brésilien Gerson.

De son côté, Adam Ounas sera dans l'obligation de montrer de belles prestations durant la phase de préparation afin de convaincre son nouveau coach de rester avec les Partenopei.

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR



21h00

W9

En prenant la défense du bien-aimé druide Panoramix, attaqué par les Romains, le balourd Obélix projette un menhir en direction des assaillants, mais c'est le pauvre druide qui est atteint. Sérieusement sonné, Panoramix perd la raison, la mémoire et la formule de la potion magique ! Sans la protection de leur druide, les villageois sont à nouveau convaincus que le ciel ne va pas tarder à leur tomber sur la tête...

MARY



21h00

C8

Mary Adler, âgée de 7 ans, témoigne d'un don hors du commun pour les mathématiques. Son oncle Frank craint que Mary n'ait pas la chance d'avoir une enfance normale : Diane, la mère de Mary, était une prometteuse mathématicienne, et a dédié une partie de sa vie au problème de Navier-Stokes. Elle s'est suicidée alors que sa fille n'avait que 6 mois. Il décide d'inscrire Mary dans une école classique.

MOTIVE : LE MOBILE DU CRIME



21h00

2

Photographe renommé, Eric Sharpe est un fétard du genre vicieux qui entraîne souvent ses jeunes modèles féminins et ses collègues dans des soirées sans fin... Un matin, après l'une de ces fiestas, Sharpe découvre dans son lit le corps sans vie de Nika Reid, son assistante. Pour les policiers chargés de l'enquête, Eric est l'assassin, car avant d'appeler les secours, il a pris une douche et appelé son avocat !

LA SOUPE AUX CHOUX



21h00

3

Deux vieux, Claude Ratinier, veuf, et Francis Chérasse, célibataire, vivent dans leur ferme, retirés des villageois, dans le hameau des Gourdifflois. Le Glaude est veuf et regrette beaucoup sa femme, Francine, décédée il y a quelques années. Francis, surnommé Le Bombé à cause de sa malformation, partage avec son vieil ami les plaisirs de la boisson. Un soir, alors qu'ils ont largement arrosé leur solitude, ils s'adonnent à un concours de pets quand tout à coup, une soucoupe volante atterrit dans leur jardin.



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

SUR LA PISTE DE LA GRANDE CARAVANE



21h00

arte

Denver, en 1867. Les habitants de la ville sont inquiets car l'hiver approche et les réserves de whisky sont pratiquement vides. On décide d'en faire venir 16 000 barils par convoi spécial. Hélas ! L'affaire n'est pas si simple. Une ligue de tempérance dirigée par Cora Massingale, une jeune veuve énergique, s'oppose à l'expédition. De leur côté, trois groupes de Sioux, grands amateurs de l'eau de feu, s'intéressent vivement au convoi.

BÂTIMENT B



21h00

4

Des boîtes aux lettres en béton ciré, un hall d'immeuble flambant neuf, un escalier d'un blanc immaculé, vous êtes avec Oxmo Puccino dans le hall du «Bâtiment B». Un beat retentit, Oxmo trône sur son escalier et entame un spoken words entre billet d'humeur rappé et éloge des artistes invités. À longueur de lives, d'interviews et de collaborations inédites, il ausculte avec ses invités les processus de création et met en lumière tout ce qui relie le rap, la poésie, la pop et... la chanson française !

BAYWATCH ALERTE À MALIBU



21h00

6

Mitch Buchannon et son équipe de sauveteurs veillent, avec détermination et engagement, sur la plage de Malibu. Le jeune et très prétentieux Matt Brody intègre l'équipe, au grand dam de Mitch. Malgré leurs différends, Mitch et Matt vont devoir collaborer, notamment pour mettre hors d'état de nuire un mafieux qui trafique dans les environs.

NEW YORK, UNITÉ SPÉCIALE



21h00

TF1

Les détectives Stabler et Benson ont des avis contraires concernant le témoignage de Valerie Sennet qui accuse son mari, Miles, de l'avoir violée. Celui-ci n'a pas d'antécédent judiciaire et Valérie refuse que leur fille, Tessa, soit interrogée en tant que témoin. Miles est donc bientôt libéré, au grand dam de Benson.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :

Centre : SIA Diffusion : Midi libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	04:06
Dohr	12:54
Asr	16:44
Maghreb	20:02
Icha	21:36

INCENDIES À CHRÉA DÉCÈS D'UN AGENT DE LA PROTECTION CIVILE



Un total de 80 % des foyers de feux, déclenchés samedi matin au niveau des hauteurs du Parc national de Chréa (Blida), ont été éteints, a affirmé la conservatrice des forêts de la wilaya de Blida.

"Les efforts des différentes parties qui sont intervenues aujourd'hui pour l'extinction des feux, déclenchés sur les hauteurs du Parc national de Chréa, à savoir les forestiers, les services de la Protection civile des wilayas de Blida, Médéa et Tipasa, l'Armée nationale populaire et la Gendarmerie nationale ont été couronnés par l'extinction de 80 % de ces feux en évitant, ainsi, sa propagation aux autres superficies forestières", a fait savoir Dalila Bennani. Selon la même responsable, les efforts se "poursuivent pour éteindre les cendres de ce feu qui pourraient être à l'origine de nouveaux départs de feu", soulignant que "l'emplacement de ces foyers a requis une intervention manuelle pour les éteindre, sachant que les pluies qui se sont abattues cet après-midi ont permis

d'éteindre cet incendie". Cet incendie a causé la mort d'un agent de la Protection et des pertes allant de 20 à 25 hectares des superficies forestières, notamment des chênes et des pins d'Alep. Un agent de la Protection civile participant aux opérations d'extinction de l'incendie déclaré sur les hauteurs de Chréa (Blida) est mort samedi soir des suites de l'inhalation de la fumée lors de sa participation à l'extinction du l'incendie, a indiqué le direction local de la Protection civile, le colonel Merzak Bachi. L'agent "de la Protection civile, âgé de 40 ans de l'unité d'intervention spéciale relevant de l'unité nationale d'instruction et d'intervention à Dar el-Beïda (Alger) est décédé samedi soir à l'hôpital Frantz-Fanon suite à l'inhalation de la fumée qui a provoqué une crise cardiaque", a précisé M. Bachi.

Trois personnes ont été blessées lors de l'opération d'extinction des feux de forêt déclenchés samedi matin à Chréa, avait indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Sur les raisons de cet incendie, les services des forêts avancent, sur la base de témoignages, des comportements de personnes ayant campé la nuit dans ces régions, relevant que l'*"enquête se poursuit pour établir les faits"*. La conservatrice des forêts a salué, par la même occasion, les *"efforts fournis par les éléments de l'Armée et de la Gendarmerie nationale qui ont mobilisé tous les moyens, humains et matériels, pour venir à bout de cet incendie, ainsi que les chasseurs relevant de la Fédération nationale des chasseurs, les forestiers saisonniers, et les riverains"*.

Outre la colonne mobile et les différents unités relevant de la direction locale de la Protection civile, l'opération d'extinction des feux a vu la participation des colonnes mobiles de lutte anti-incendie des wilayas de Médéa et de Tipaza, l'unité d'intervention spéciale relevant de l'unité nationale d'instruction et d'intervention à Dar el- Beïda, en sus de l'unité aéroportée de la direction générale de la Protection civile.

TIZI-OUZOU

18 INCENDIES EN UNE SEULE JOURNÉE

Un total de 18 incendies a été enregistré, samedi, à travers le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou, dont 7 sont éteints, a-t-on appris du directeur local de la Protection civile.

Le lieutenant-colonel Abdelhakim Chabour a indiqué que *"l'ensemble des moyens humains et matériels ont été mobilisés pour l'extinction de ces feux, dont les plus importants sont ceux signalés au niveau des localités de Tadmait, Iflissen, Imsouhal et Bouhlalou"*.

Dans la commune de Tadmait, l'incendie, toujours en cours, et qui a nécessité la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, a pris le départ à partir d'une décharge sauvage.

Cette décharge a été improvisée en pleine forêt du côté de Bouchioua, a-t-on constaté. Des habitants de cette commune

ont exprimé, la semaine dernière, leur inquiétude quant à la présence de cet énorme dépotoir à proximité de leurs oliveraies, redoutant qu'elle ne constitue un départ de feu. Ils ont aussi déploré que *"rien n'a été fait pour son éradication"*, alors que certains d'entre eux, ont effectué des travaux de débroussaillage, pour protéger leurs vergers, selon les mêmes témoignages.

Le directeur de la Protection civile a signalé que *"les personnels de l'unité principale de Tizi-Ouzou et de toutes les unités secondaires, ont été réquisitionnés, depuis vendredi, suite à la canicule qui sévit dans la région afin d'intervenir rapidement en cas d'incendies"*.

Il a observé à propos des incendies maîtrisés, que *"des équipes sont maintenues sur place afin d'intervenir en cas de reprise du*

feu". Les moyens de l'ensemble des unités de la Protection civile, dont la colonne mobile, qui est intervenue dans l'incendie d'Iflissen, sont aussi mobilisés et appuyés par ceux de la conservation locale des forêts ainsi que ceux des APC qui assurent le ravitaillement en eau.

A propos du déroulement des interventions pour l'extinction des incendies en cours, Le lieutenant-colonel Abdelhakim Chabour s'est réjoui de la *"bonne coordination entre les différents services (protection civile, forêt, communes et Daïras), impliqués dans le dispositif de lutte contre les feux de forêt"*.

Il a aussi salué les citoyens de la wilaya pour le *"soutien qu'ils apportent aux équipes d'intervention contre les incendies"*. Une évaluation des dégâts sera réalisée une fois tous les foyers maîtrisés,.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION Bilan inquiétant en une semaine

La Sûreté nationale algérienne a indiqué que plus de 327 accidents de la route ont eu lieu sur le territoire national en moins d'une semaine. Les services de la Sûreté nationale ont déclaré ce samedi 24 juillet 2021 avoir enregistré 327 accidents graves de la circulation au niveau urbain du 13 au 19 juillet 2021, faisant 13 morts et plus de 363 blessés. En effet, d'après un communiqué rendu public par la Direction générale de la Sécurité nationale, le nombre d'accidents de la circulation a légèrement diminué de 37 % par rapport aux statistiques enregistrées la semaine dernière, ainsi qu'une diminution du nombre de blessés de 113, mais, cependant avec le même nombre de décès enregistrés.

Le facteur humain, principale cause des accidents

Les chiffres avancés par la commission nationale de la Sécurité routière indiquent que les causes de ces accidents sont principalement dues au facteur humain avec un pourcentage de plus de 95 %, résultant du non-respect du code de la route, du non-respect de la distance de sécurité, de la vitesse excessive, de la fatigue et du manque de concentration lors de la conduite, en plus d'autres raisons liées au mauvais fonctionnement du véhicule.

Dans ce contexte, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a réitéré son appel aux usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route et de s'arrêter régulièrement en cas de fatigue, rappelant qu'un numéro de secours est à la disposition des citoyens vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Condoléances

Peinés par le décès du père de leur collègue et ami **Idir Ammour**, journaliste au quotidien *Midi Libre*, l'ensemble de la rédaction et l'équipe technique présentent à ce dernier ainsi qu'à l'ensemble de sa famille leurs sincères condoléances et les assurent, en cette pénible circonstance, de leur profonde compassion.

*A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons*